

SRD

sciences du risque et du danger

collection dirigée par Franck Guarnieri

directeur du Centre de recherche sur les Risques et les Crises (CRC), Mines ParisTech / ARMINES

série **Innovations**

Le changement climatique

Du méta-risque à la méta-gouvernance

Stéphane La Branche

coordonnateur

Editions
TEC
& **DOC**

Lavoisier

Le changement climatique

Du méta-risque à la méta-gouvernance

Stéphane La Branche

Chercheur associé

Pacte de Grenoble

Coordonnateur de la chaire Planète. Énergie Climat,
Institut d'Études Politiques de Grenoble

Coordonnateur



11, rue Lavoisier
75008 Paris

Dans la même collection

série « Notes de synthèse et de recherche »

Le concept de risque. De l'épistémologie à l'éthique
C. Kermisch, 2011

Le cadre juridique de la gestion des pollutions et des risques industriels
V. Sansévérino-Godfrin, 2010

Modélisation dynamique des systèmes industriels à risques
E. Garbolino, J.-P. Chéry, F. Guarnieri, 2010

Introduction à la sécurité économique
G. Pardini, 2009

Retour d'expérience et maîtrise des risques – Pratiques et méthodes de mise en œuvre
J.-L. Wybo, W. Van Wassenhove, 2009

Cadre juridique de la prévention et de la réparation des risques professionnels
P. Malingrey, 2009

Pratiques de prévention des risques professionnels dans les PME
C. Martin, F. Guarnieri, 2008

Maîtriser les défaillances des organisations en santé et sécurité du travail – La méthode TRIPOD
J. Cambon, F. Guarnieri, 2008

Maîtrise des risques et sûreté de fonctionnement : repères historiques et méthodologiques
A. Lannoy, 2008

La défense en profondeur – Contribution de la sûreté nucléaire à la sécurité industrielle
E. Garbolino, 2008

Le cadre juridique de la gestion des risques naturels
V. Sansévérino-Godfrin, 2008

Les plans de prévention des risques : la prévention des risques majeurs par la maîtrise de l'usage des sols
G. Rasse, 2008

Risques et enjeux de l'interaction sociale
J.-M. Stébé, 2008

Retour d'expérience et prévention des risques – Principes et méthodes
W. Van Wassenhove, E. Garbolino, 2008

série « Références »

Ingénieries et sciences humaines. La prévention des risques en dispute
D. Pécaud, 2010

La psychologie du risque
J.-P. Assailly, 2010

La ville au risque du ghetto
H. Marchal, J.-M. Stébé, 2010

Aide à la décision et expertise en gestion des risques
M. Merad, 2010

Traité du risque chimique
N. Margossian, 2010

Risque environnemental et action collective. Application aux risques industriels et d'érosion côtière dans le Pas-de-Calais
O. Petit, V. Herbert, coord., 2010

Le droit de la Politique européenne de sécurité et de défense dans le cadre du traité de Lisbonne
A. Cammilleri-Subrenat, 2010

Risques et territoires – Interroger et comprendre la dimension locale de quelques risques contemporains
T. Coanus, J. Comby, F. Duchêne, E. Martinais, coord., 2010

L'expertise : enjeux et pratiques
K. Favro, coord., 2009

Introduction à l'analyse probabiliste des risques industriels
H. Procaccia, 2009

Le syndrome de vulnérabilité
J. Bouisson, 2008

Les fondements des approches fréquentielle et bayésienne. Applications à la maîtrise du risque industriel
H. Procaccia, 2008

La politique de sécurité routière – Derrière les chiffres, des vies
J. Chapelon, 2008

La catastrophe AZF – L'apport des sciences humaines et sociales
G. de Terssac, I. Gaillard, coord., 2008

série « Innovations »

Sociologie des risques domestiques. Des accidents invisibles ?
M. Lalanne, 2010

Anticipation, innovation, perception : des défis pour la maîtrise des risques à l'horizon 2020
P. Kahn, A. Lannoy, D. Person-Silhol, D. Vasseur, 2010

Le risque inondation. Diagnostic et gestion
F. Vinet, 2010

La santé au travail à l'épreuve des nouveaux risques
N. Dedessus-Le-Moustier, F. Douguet, coord., 2010

Les paradigmes de la perception du risque
C. Kermisch, 2010

Réduire la vulnérabilité des infrastructures essentielles – Guide méthodologique
B. Robert, L. Morabito, 2009

Climat et risques : changements d'approches
D. Lamarre, 2008

Sociologie d'une crise alimentaire : les consommateurs à l'épreuve de la maladie de la vache folle
J. Raude, 2008

La réduction de la vulnérabilité des PME-PMI aux inondations
P.-G. Mengual, 2008

série « Débats »

Le débat public, un risque démocratique ? L'exemple de la mobilisation autour d'une ligne à très haute tension
D. Boy, M. Brugidou, coord., 2009

Violences routières – Des mensonges qui tuent
C. Got, 2008



© LAVOISIER, 2011
ISBN : 978-2-7430-1361-5
ISSN : 1962-6045

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins - 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (Loi du 1^{er} juillet 1992 - art. L 122-4 et L 122-5 et Code pénal art. 425).

Liste des auteurs

■ **Mehdi Abbas**

Enseignant-chercheur, laboratoire EDDEN, université de Grenoble, CNRS
mehdi.abbas@upmf-grenoble.fr

■ **Paul Allard**

Chercheur au DESMID, équipe Aix-Marseille
paul.allard@univmed.fr

■ **Jean-Marc Antoine**

Laboratoire GEODE, UMR-5602 CNRS, université de Toulouse-Le-Mirail
antoine@univ-tlse2.fr

■ **Sylvia Becerra**

Chargée de recherche au CNRS au LMTG (laboratoire des Mécanismes et transferts en géologie)
Laboratoire Géosciences Environnement Toulouse (GET), UMR-5563 (CNRS IRD UPS OMP)
becerra@get.obs-mip.fr

■ **François Bertrand**

UMR CNRS 6173 CITERES, université de Tours
françois.bertrand@univ-tours.fr

■ **Bertrand Desailly**

Laboratoire GEODE ULR-5602 CNRS, université de Toulouse-Le-Mirail

■ **Ferenc Fodor**

EDF Recherche & Développement, groupe de recherche Énergie, Technologie et Société (GRETS)
Laboratoire de rattachement : LMS-équipe SEM, CNRS, université de Paris-Descartes
ferenc.fodor@edf.fr

■ **Laurence Granchamp Florentino**

Laboratoire Cultures et sociétés en Europe, Strasbourg
laurence.granchamp@misha.fr

■ ***Stéphane La Branche***

Chercheur associé Pacte de Grenoble, coordonnateur de la chaire Planète, Énergie Climat, IEP Grenoble

■ ***Christine Labeur***

Chercheur au DESMID, équipe Aix-Marseille
labeur.christine@orange.fr

■ ***Céline Lutoff***

Maître de conférences, Institut de géographie alpine, université Joseph Fourier
Chercheuse à Pacte, Grenoble

■ ***Anne Peltier***

Laboratoire GEODE UMR-5602 CNRS, université Toulouse-Le-Mirail
peltier@univ-tlse2.fr

■ ***Laurence Rocher***

UMR CNRS 6173 CITERES, université de Tours
laurence.rocher@univ-tours.fr

■ ***Florence Rudolf***

Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe, Strasbourg
florence.rudolf@misha.fr

■ ***Krystel Wanneau***

Assistante de recherche, IEP Grenoble

Table des matières

Introduction (<i>Stéphane La Branche et Céline Lutoff</i>)	3
Le CC : du méta-risque à la méta-gouvernance en trois temps	6
Références bibliographiques	11

Partie 1

La perception du risque climatique

Chapitre 1

La percolation du changement climatique : de la planète au quartier

(<i>Laurence Granchamp Florentino et Florence Rudolf</i>)	15
Introduction	15
1. Le réchauffement climatique à l'échelle d'un quartier.	17
1.1. Une association de quartier dans le paysage du développement durable.	17
1.2. Le dispositif de recherche-action-formation et les aléas de la percolation de la problématique du réchauffement climatique	19
2. L'exemplarité pour la construction d'une gouvernance climatique à l'échelle locale : la constitution du groupe pilote	22
3. Apprentissages et limites de la démarche au sein du groupe pilote	25
3.1. Apprentissages et changements dans les pratiques au quotidien : essai de typologie	26
3.1.1. Assimilation/acclimatation	26
3.1.2. Intensification	28
3.2. Effet de plafond : des marges d'action et de progression limitées	29
Conclusion : gouvernance climatique, enjeux et limites de la pratique associative.	32
Références bibliographiques	34

Chapitre 2

L'information préventive pour réduire la vulnérabilité aux risques d'inondation – Élaboration et efficacité d'une réponse sociale

<i>(Sylvia Becerra et Anne Peltier)</i>	35
1. Problématique générale : risques naturels et vulnérabilité	36
1.1. Les enjeux d'une réflexion sur l'opérationnalisation de l'information préventive	36
1.2. Du fait au concept : la variété des approches scientifiques de la vulnérabilité	37
1.3. Problématique : risques naturels et vulnérabilité liée à l'information préventive	38
2. Les transformations de l'action publique en faveur de l'information préventive	39
2.1. D'une volonté d'information à une logique de responsabilisation de l'individu	39
2.2. La complexification progressive du système d'acteurs	42
3. Les enseignements des retours d'expérience	43
4. L'information préventive comme outil de réduction de la vulnérabilité – perspectives de recherche	46
4.1. Axe 1 : élaboration et mise en œuvre de l'information préventive à l'échelle départementale	47
4.2. Axe 2 : l'information préventive à l'échelle communale	48
4.2.1. Inégalités socio-spatiales sur le territoire communal	48
4.2.2. Les logiques des élus : rapport au risque des élus, élaboration et mise en œuvre de l'information préventive	49
Conclusion	50
Références bibliographiques	51

Chapitre 3

La prise en compte des risques associés au changement climatique dans les politiques locales (François Bertrand et Laurence Rocher)

1. L'adaptation au changement climatique et l'action publique locale	56
1.1. Les politiques climatiques locales en France : un objet émergent	57
1.2. Les « politiques climat » locales, entre atténuation et adaptation	58
1.3. L'adaptation comme problème public local	59
2. Des territoires face aux « risques climatiques »	60
2.1. Réflexion sur l'adaptation lors de la préfiguration du Plan climat du Grand Lyon	60
2.2. Villard-de-Lans : l'adaptation controversée d'une station touristique de moyenne montagne	61
2.3. L'île de Ré : la vulnérabilité d'un territoire littoral et insulaire	63
3. Caractérisation des trajectoires territoriales face au changement climatique	65
Références bibliographiques	69

Partie 2

Le risque climatique : vers un nouveau paradigme ?

Chapitre 4

Évolution des représentations et de la gestion des catastrophes naturelles dans un contexte de changement climatique – Le cas des inondations dans la région du bas Rhône et de la Camargue (Christine Labeur et Paul Allard)	75
1. La variabilité du climat : entre punition « divine » et fluctuation naturelle	76
1.1. Ordre et désordre divins	76
1.2. Le « temps des certitudes »	78
2. L'influence anthropique sur le climat : un changement incertain et global	80
2.1. Des catastrophes imprévisibles mais attendues	80
2.2. D'un risque local à une menace globale	82
Conclusion	83
Références bibliographiques	84

Chapitre 5

Temporalités des catastrophes et des risques « naturels » – Éléments de prospective dans le contexte du changement climatique (Jean-Marc Antoine, Bertrand Desailly et Anne Peltier)	85
1. Le constat : non-linéarité événementielle et rythmicité des tendances sur la flèche du temps	86
2. L'explication : un jeu de temporalités	89
3. Les dissonances explicatives : discordances et discontinuités des temporalités	93
4. « Le futur du passé » : éléments de prospective	96
Références bibliographiques	100

Chapitre 6

Sécuriser le changement climatique (Krystal Wanneau)	103
1. Un socle théorique renouvelé des études de la sécurité	106
1.1. L'École de Copenhague et l'élargissement de la sécurité	108
1.2. Écueils théoriques de l'École de Copenhague	109
1.3. Le processus de sécurisation et ses critiques	110
1.4. Le conflit environnement est-il un mythe ?	112
2. L'opérationnalisation de la sécurité climatique	114
3. Vers un agenda stratégique du changement climatique intégré	118
4. Les enjeux de la sécurité climatique	121
4.1. Diffusion et expansion des conflits internes : le cas des migrations	121
4.2. Accès à une ressource stratégique : eau, pétrole et rareté	123
4.3. Instrument de politique étrangère : les relations Nord-Sud	125

4.4. Instrument de politique interne : la gestion des risques et la culture du risque	125
Conclusion	126
Références bibliographiques	127

Partie 3

La méta-gouvernance du changement climatique

Chapitre 7

Risque climatique : discours, imaginaires et réponses sociales

<i>(Ferenc Fodor)</i>	133
1. Caractéristiques et évolution des discours médiatiques français autour du changement climatique entre 2004 et 2008	135
1.1. Un phénomène majeur largement relayé	135
1.2. Des causes et des conséquences aux solutions et aux moyens	136
1.3. Mise en avant du rôle de la sphère politico-industrielle et de l'économique dans le corpus de 2008	137
1.4. Le récit d'un méta-défi	139
1.5. Réfugiés ou déplacés climatiques : les enjeux d'une dénomination	142
1.6. Du local au global	143
1.7. Changement climatique : l'expression paradoxale d'un phénomène global et aspects langagiers	143
2. L'imaginaire du changement climatique dans la fiction	144
2.1. L'explication du phénomène du changement climatique et de la « fin du monde » : le paradigme providentialiste entre punition, avertissement et fatalité	144
2.2. Changement de paradigme : les activités industrielles de l'homme à l'origine de bouleversements climatiques	146
3. L'une des réponses sociales au défi climatique : l'indispensable maîtrise de la consommation d'énergie et sa mise en mots	153
4. Conclusion : la nécessité d'une « éthique du futur »	155
Références bibliographiques	156

Chapitre 8

La lutte contre les changements climatiques vers une macro-transformation du capitalisme ? *(Mehdi Abbas)*

1. Le capitalisme comme succession de paradigmes techno-économiques	162
2. Les changements climatiques catalyseurs d'un nouvel équilibre d'économie politique globale	166
2.1. La dégradation des écosystèmes	169
2.2. L'alimentation	170
2.3. La géoéconomie de l'eau	170

2.4. Les migrations climatiques	170
2.5. Les guerres climatiques et leurs conséquences sécuritaires	171
3. Vers un capitalisme compatible avec les changements climatiques ?	172
Conclusion	178
Références bibliographiques	179

Chapitre 9

La méta-gouvernance climatique est-elle soluble dans le développement durable ? (Stéphane La Branche)	181
1. La dépendance au sentier	183
2. Gouvernance climatique et énergétique : propositions de définitions.	186
3. Développement durable et gouvernance climatique	188
4. La sécurité climatique.	190
5. Atténuation et adaptation : définitions.	191
6. Les inégalités écologiques	195
7. Quelques contradictions dans le trio de la gouvernance climatique-énergétique-DDP	197
8. La gouvernance territoriale des arbitrages entre DDP, énergie et climat	200
Références bibliographiques	205

Conclusion – Le changement climatique : vers une nouvelle pensée ? (Stéphane La Branche)	207
1. Nature, environnement et écologie.	208
2. L'environnement, source d'une pensée non positiviste ?	214
3. Sur l'émancipation et l'environnement.	217
Références bibliographiques	219

Les limites de la survie sont déterminées par le climat, ces changements longs qu'une génération peut ne pas percevoir. Et ce sont les extrêmes du climat qui fixent la tendance. Les humains peuvent observer des climats courts, temporaires, sur une année. Ils peuvent même observer qu'une telle année est plus chaude ou plus froide que celle d'avant. Mais nous sommes rarement alertés aux changements de moyenne sur le long terme. Mais c'est précisément dans cette alerte que les humains peuvent apprendre à survivre dans des écosystèmes en changement. Ils doivent apprendre à parler climat.

Children of Dune, Frank Herbert
Orion, 1976, p. 350.

Introduction

Stéphane La Branche

Céline Lutoff

En 2007, un colloque sur les risques naturels et le changement climatique que nous avons organisé¹ mettait de l'avant que le changement climatique (CC) a un impact amplificateur sur les risques naturels, en accroissant leur ampleur et leur fréquence. Puis, aux niveaux social et politique, les interventions ont fait émerger une autre idée : celle de la redéfinition par la problématique climatique des autres enjeux, risques et aléas naturels, déjà existants. À ce titre, le CC est alors apparu comme un *méta*-risque, une notion qui jusqu'à présent était surtout employée en termes de management, notamment les risques financiers : « meta risk management means the risk management of risk management »². Le CC est de fait, particulièrement porteur du thème des risques inhérents à la gestion du risque lui-même, puisque la dimension « objective » ou scientifique est intimement liée aux dimensions sociales, politiques et subjectives. D'où l'émergence de l'idée que le CC provoque une reclassification politique et sociale dans les discours et les pratiques de *gestion* des risques naturels. Cette idée, nous semble-t-il, a émergé, en grande partie en raison de la forte présence des sciences sociales à ce colloque – sociologie, histoire, science politique et géographie sociale.

En parallèle, une autre étude menée par Stéphane La Branche sur la gouvernance climatique internationale montrait que ce processus de redéfinition climatique s'applique en fait à d'autres enjeux que le risque naturel. En effet, les problématiques de l'énergie, du développement (les questions climatiques et énergétiques sont intégrées depuis 2006 aux Objectifs de développement du millénaire de l'ONU), de l'eau, de la construction, de l'alimentation, de l'urbanisme, de l'agriculture, des transports..., sont toutes en voie d'être redéfinies par le CC³. Soit ces

1. « Risques naturels et changement climatique. Quelles réponses sociales ? » Organisé par une équipe du laboratoire Pacte, IEP de Grenoble, novembre 2007. Nos remerciements à l'UMR Pacte et à l'IEP de Grenoble pour leur précieuse collaboration et leur financement.

2. Braithwaite et Williams, 2001.

3. La Branche, 2008.

enjeux participent au CC soit ils en subissent les impacts. En d'autres termes, le méta-risque qu'est le CC, serait en voie de redéfinir non seulement la gouvernance du risque mais *celle du développement et de la gouvernance dans le sens large du terme*. D'un méta-risque, la gouvernance climatique ne serait-elle pas en voie de devenir une nouvelle forme de gouvernance multidimensionnelle, multi-acteur et multi-scalaire, que l'on qualifie de « *méta-gouvernance* » ? Ces efforts pour gérer le méta-risque du CC ne se traduisent-ils pas finalement en un effort de construction de nouvelles formes de développement, d'économies, de politiques et de sociétés ?

Ceci a des implications pour l'approche classique des risques naturels et plus largement, de la gestion des ressources et de l'environnement. Celle-ci a en effet longtemps reposé sur un paradigme fondé sur une idéologie technicienne qui offre une place de choix à la maîtrise de la nature et qui repose sur la confiance en cette maîtrise rendue possible grâce à une connaissance approfondie des phénomènes et de leur dynamique. Or le CC vient bousculer ces bases, les amenant à être revisités. La gestion des risques qui reposait jusqu'alors sur ces connaissances des phénomènes physiques devient très incertaine, d'autant plus que les dimensions humaines, sociales et politiques sont encore plus importantes en termes d'impact sur la capacité et les formes de gestion, que celles naturelles. Pourtant, elles sont encore moins bien évaluées et comprises. Cette dynamique provoque une remise en question de la gestion des risques naturels liés au climat mais aussi plus largement, une remise en cause de la manière dont ces risques sont conceptualisés et socialement abordés, dans un contexte d'évolution rapide des phénomènes physiques et de leur dynamique. Une remise en cause de leur gouvernance, en d'autres termes.

Ce collectif explore ces notions de CC comme méta-risque et méta-gouvernance, en explorant plusieurs voies transversales. La première est celle de la perception du CC et de la place que ce thème occupe dans notre conception des risques, leur gestion et la gouvernance, avec les implications que cette perception peut avoir pour la mise sur agenda sur le plan scientifique, politique et institutionnel. Étant donné l'importance que ce thème prend dans les instances locales, nationales, européennes, internationales, avec ses impacts sur l'environnement et la société, les autres enjeux environnementaux et naturels ne sont-ils pas en voie d'être redéfinis ou « reclassifiés » en termes de moyens financiers, d'affichage, d'appels d'offre, de moyens techniques, de recherches et de conscientisation... ? Le CC provoque une redéfinition de la mise sur agenda des enjeux politiques, sociaux, économiques, du risque et de la sécurité dans le sens large du terme, à un point tel que l'on cherche systématiquement à y rattacher les autres problématiques d'une manière ou d'une autre. Quelles sont alors les implications de cette évolution pour les discours politiques et, même, la recherche, et quels sont les effets sur les discours organisationnels de la transformation du CC en méta-risque et en méta-gouvernance ? Ce collectif tend vers une réponse : la gouvernance climatique et énergétique dépasse une simple reformulation des pratiques, des fonctions, des objectifs et des moyens de la prise en compte du CC. Elle tend vers un « faire politique », voire un « vivre ensemble », *autre*.

Si le CC en tant que méta-risque repositionne les risques naturels ou sanitaires dans cette thématique, on peut dire la même chose de la gouvernance climatique qui, en tant que méta-gouvernance, va tendre à repositionner les autres types de gouvernance. Ainsi, la gouvernance de l'eau ne peut plus être conçue ni mise en œuvre sans prendre en compte les impacts du CC sur la pluviométrie, le débit des rivières (important par exemple, pour la gestion des crues ou des barrages hydrauliques) ou leur température (les centrales nucléaires ont besoin d'une eau à moins de 28 °C environ pour leur refroidissement...). La gouvernance de la santé (augmentation du paludisme) est également affectée, tout comme l'est l'agriculture (nouvelles espèces envahissantes, changement dans le rythme de saisons...). L'énergie, pour sa part, est inscrite dans un discours à la fois climatique (énergies renouvelables, passage à une structure non carbonée, véhicules propres, habitat à énergie positive...) et économique, les énergies renouvelables et le nucléaire permettant, dans les discours du moins, de réduire la dépendance aux énergies fossiles étrangères, de créer des emplois, voire de participer à l'émergence d'une nouvelle économie verte. Et ce ne sont là que quelques exemples parmi une pléthore d'autres.

Parallèlement, les modifications concomitantes des vulnérabilités, des moyens et des capacités à s'adapter (là où le social rencontre le naturel) à des phénomènes extrêmes et à les atténuer amènent à repenser la problématique du risque différemment, mettant en avant l'importance fondamentale des capacités sociales dans les efforts d'atténuation et encore plus, d'adaptation. Ceci nous amène à la question des inégalités écologiques⁴ : une société pauvre peut très bien être adaptée et capable de gérer certaines tensions ou des stress spécifiques mais elle peut se retrouver face à un défi insurmontable lorsque ce stress s'accroît même légèrement, ou lorsqu'un nouveau stress émerge.

En général, il faut le dire, le CC ne fait pas émerger de nouveaux risques. C'est bien là une des difficultés pour la gouvernance climatique d'ailleurs : il est beaucoup plus facile de mobiliser les acteurs avec des images claires, percutantes d'une catastrophe avec une cause singulière et clairement définie qu'avec un « amplificateur de risques et d'aléas déjà existants », difficile à prendre en photo ! Car, c'est bien le cas avec le CC : il amplifie et modifie les risques que nous connaissons, ce qui rend difficile de savoir avec certitude ce que le CC provoque en soi. Ensuite, et c'est un deuxième point qui montre que le CC n'est pas qu'un phénomène, c'est aussi un épiphénomène⁵ qui s'attaque à nos discours, nos modes de pensées, nos théories et nos concepts, à notre conception du monde. En amplifiant l'intensité des interactions entre les dimensions sociales et naturelles des risques, le CC augmente donc ainsi la complexité de leur gouvernance.

Cela s'inscrit peut-être dans une mouvance historique d'une société averse au risque⁶ : l'analyse des risques est longtemps restée centrée sur la compréhension des phénomènes naturels, la vulnérabilité des sociétés et des territoires

4. Chaumel et La Branche, 2008.

5. Olivier, 2005.

6. Beck, 2001.

n'intervenant que dans un second temps. Le CC poursuit, amplifie et accélère cette tendance de la montée des sciences sociales dans les risques, bousculant les connaissances acquises dans ce domaine. En même temps, le CC introduit une part importante d'incertitude et du long terme dans les évaluations et la décision, notamment en ce qui concerne l'adaptation, traversée davantage par les questions sociales que l'atténuation. L'analyse des capacités d'adaptation des sociétés et des territoires à des phénomènes brutaux mais aussi récurrents et amplifiés de manière diffuse – et incertaine – par le CC, s'impose alors comme un champ d'exploration à développer dans une optique de gestion des impacts du CC. C'est en matière d'adaptation que l'on comprend le moins bien le rôle des dimensions sociales dans la résilience, la vulnérabilité et la capacité de réponse... alors que c'est en cette matière qu'elles sont le plus importantes⁷.

Enfin, et comme troisième voie transversale d'exploration, l'insertion dans un cadre de méta gouvernance climatique des autres enjeux soulèvent des interrogations sociales profondes. Les autres enjeux et risques ne risquent-ils pas d'être phagocytés ou relégués au second plan par la question climatique ? Quelle sont les implications pour notre système de production et de consommation ou, encore, notre représentation de la nature et de la place l'humain dans l'environnement ? Quels seront les effets sur nos systèmes politiques ou sur notre imaginaire ? Ce collectif explore ces thèmes, par le biais de trois sections.

Le CC : du méta-risque à la méta-gouvernance en trois temps

La première partie se penche sur la perception du CC et les réactions de groupes ou des institutions à cette nouvelle donne. Comment le CC est-il envisagé et mis sur l'agenda institutionnel et politique ? Quels sont les moments et les rythmes de la prise en compte de ces questions dans la gestion sociale et politique des territoires ? Dans leur chapitre, Laurence Granchamp Florentino et Florence Rudolf analysent une action collective d'une association dans le domaine du CC. L'association d'un quartier strasbourgeois a été l'une des premières à mettre ce dossier à la portée des citoyens, à une échelle très locale, par différents instruments de sensibilisation. Si ce type d'action est relativement courant, l'association s'est montrée innovante en proposant la formation d'un groupe pilote qui fonctionnerait comme un laboratoire d'expérimentation de la mise en relation du volet cognitif et du volet pratique des actes quotidiens producteurs de gaz à effet de serre. Le chapitre analyse cette expérience, mais en identifiant des pistes de réflexion qui la transcendent, sur les modalités d'action et les difficultés de l'articulation entre sensibilisation et transformation des pratiques. Ce thème d'une tension entre conscientisation et changement des comportements est abordé d'une toute autre manière dans le chapitre de Stéphane La Branche dans la troisième partie.

7. Voir le cas des crues sauvages : Ruin *et al.*, 2008.

Puis, François Bertrand et Laurence Rocher mettent en avant que bien que l'activité des institutions, de l'État et des collectivités locales ait jusqu'à présent essentiellement consisté en des mesures d'atténuation, l'adaptation tend à devenir un objet d'attention de plus en plus présent dans les politiques climatiques. Leur chapitre porte sur les processus de mise à l'agenda de la question de l'adaptation au CC à partir d'une réflexion sur les vulnérabilités territoriales. Les résultats d'une série d'enquêtes de terrain viennent illustrer la manière dont des territoires plus ou moins fragilisés face aux impacts avérés ou annoncés du CC se saisissent de cet enjeu. C'est, par ailleurs, un mérite de ce collectif que d'avoir plusieurs textes traitant de la question de l'adaptation, encore souvent reléguée au second plan.

Ensuite, suit le chapitre de Sylvia Becerra et d'Anne Peltier sur l'information préventive pour réduire la vulnérabilité aux risques d'inondation, en analysant l'élaboration et l'efficacité d'une réponse sociale⁸. La mise en œuvre d'une politique très fortement affichée suscite des interrogations traitées par des travaux de psychologie ou de psychologie sociale mais moins par la géographie ou la sociologie des politiques publiques. Elles proposent donc une analyse interdisciplinaire de cette politique, reposant sur l'évaluation de son effectivité et de son efficacité ainsi que de ses dimensions socio-spatiales, accompagnée d'une réflexion sur les implications pour la gouvernance climatique.

La seconde partie propose de voir au travers d'une perspective historique et politique comment le questionnement sur le CC s'est inséré et a redéfini la manière de penser les risques naturels et autres, ainsi que leur gestion. Un thème fort émerge : la place croissante des dimensions sociales dans la gestion du risque et de leurs analyses, par le recours croissant aux sciences sociales. Rappelons qu'à la base, la gestion des risques naturels est fondée essentiellement sur la connaissance des phénomènes et sur la maîtrise des aléas. Le CC redéfinit les seuils, l'intensité et la fréquence des phénomènes à venir et introduit une part importante d'incertitude dans ces évaluations. La connaissance et la maîtrise des aléas devenant incertaine, le processus de gestion se modifie, investissant également l'autre composante du risque. Réduire la vulnérabilité et développer les capacités sociales touchent directement la question de la gouvernance locale des risques et deviennent des enjeux essentiels dans la perspective du CC. La communauté scientifique internationale se mobilise d'ailleurs depuis quelques années sur ces sujets et des progrès ont été réalisés sur la connaissance des capacités d'adaptation économiques et sociales. Néanmoins, les efforts dans ce domaine sont loin d'être suffisants, l'observation sociale des vulnérabilités et des adaptations aux phénomènes extrêmes restant limités.

Dans ce cadre, Christine Labeur et Paul Allard mettent en évidence l'évolution de la représentation des risques et des réponses apportées aux catastrophes naturelles d'origine climatique depuis l'Ancien Régime jusqu'à nos jours, avec le cas de la gestion des inondations dans le Bas Rhône. Le chapitre aborde de front l'évolution notée dans cette introduction : la part croissante faite dans l'analyse aux causes sociales des catastrophes et même, des analyses scientifiques et

8. Voir à ce sujet Creutin *et al.*, 2009.

recommandations des grandes instances internationales en matière de climat, qui font appel aux sciences sociales comme la sociologie, la science politique et la géographie sociale. Notons par ailleurs que le 5^e Rapport du GIEC – qui sera publié en 2013 – portera une attention particulière aux dimensions sociales et économiques de la gouvernance climatique. On le voit, une analyse historique peut avoir une portée bien contemporaine...

Jean-Marc Antoine et Bertrand Desailly proposent pour leur part une approche spatiotemporelle offrant une perspective nouvelle sur la rythmicité des événements et leurs causes climatiques et anthropiques. Cette approche met en évidence des discontinuités temporelles permettant d'expliquer certains événements historiques : phénomènes de latence, d'ajustement des milieux aux modifications des dynamiques sociales et effets domino de long terme, par exemple. Cela pose problème pour la gouvernance puisque celle-ci tend à se fonder sur des certitudes, des continuités ininterrompues et des tendances stables. Ils adoptent une vision rétrospective d'événements survenus dans les Pyrénées et le Sud-Ouest, notamment les inondations et crues torrentielles. Au-delà de la vision chronologique des événements, c'est en fait l'analyse des temporalités, « naturelles » et sociales, qui est particulièrement féconde pour la compréhension.

Ces deux derniers textes montrent comment les dimensions non naturelles du risque ont été peu à peu intégrées à la gestion des risques naturels. En contrepoint, nous terminons cette seconde section avec le texte de Krystel Wanneau qui analyse comment la notion classique de sécurité internationale et politique, voire, dans le sens militaire du terme, s'est ouverte aux enjeux naturels. Car les idées que nous mettons de l'avant dans ce livre sur le CC comme méta-risque et méta-gouvernance ne doit pas amener à penser qu'il y a une relation causale unidirectionnelle entre climat et les autres risques. Il s'agit bel et bien d'interrelations complexes à plusieurs sens et qui tendent à se renforcer mutuellement. Nous allons donc, et c'est une hypothèse « méta-théorique », vers une intégration croissante des dimensions sociales et naturelles dans notre compréhension des enjeux climatiques et environnementaux. Vers une pensée plus écosystémique ? Nous y reviendrons dans la conclusion de ce livre.

La plupart des textes précédents prenaient une posture plutôt fondée sur les risques naturels (à l'exception du premier), mais les suivants sont tout d'abord « sociaux ». Dans ce cadre, le texte de Krystel Wanneau se penche sur le processus d'élargissement de la notion de « sécurité » internationale provoquée par le risque climatique. En effet, la diffusion de la menace climatique et ses risques s'accompagne d'un autre processus : l'élargissement théorique de la sécurité politique vers d'autres domaines, notamment l'environnement. Après tout, le climat représente même ce que certains appellent un « *aléa politique* », compte tenu de son omniprésence sur les agendas politiques. Malgré cela, Krystel Wanneau constate que la reconnaissance par les gouvernements de la « crise mondiale de la sécurité » associée au CC relève au mieux d'un début de coopération, plus que d'actions concrètes. Nous y constatons donc également dans ce domaine des relations internationales un certain mouvement de la gouvernance climatique comme méta-

gouvernance, qui non seulement redéfinit la notion de sécurité mais modifie également la mise sur agenda des autres risques de sécurité classiques à la fois pour la discipline et la réalité des relations internationales. En effet, les études considèrent le CC comme étant la source première du risque militaire au XXI^e siècle. Ce n'est donc pas surprenant si le Groupement intergouvernemental d'experts sur le CC a obtenu le prix Nobel de la Paix. Le CC représentant bel et bien un méta-risque, et il nous amène à revoir les limites et les contours de la sécurité autant en tant que notion politique que pratique. Cet argument en contrepoint des précédents nous permet de faire la transition vers notre dernière section, de passer du CC comme méta risque à la gouvernance climatique comme méta-gouvernance.

La troisième partie est celle qui s'attaque le plus directement à l'idée que la gouvernance climatique est en voie d'émerger en tant que méta-gouvernance. Trois textes issus de trois disciplines différentes s'attaquent à cette question : la science politique, l'économie et la sémiologie. C'est Mehdi Abbas qui aborde d'abord l'économie en réfléchissant à la relation entre les efforts de gouvernances climatique et énergétique et notre système économique, se demandant si ceci ne nous amènera pas à une macro-transformation du capitalisme, notamment en raison d'une décarbonisation du mode de production capitaliste. L'économie du CC global ne provoquerait pas selon lui une simple modification de notre système de production, technologique et de consommation. Mehdi Abbas retient comme hypothèse, majeure selon nous, que la mise en place d'un nouveau régime d'accumulation tendra vers une transformation de toute politique en politique environnementale, ce qui constitue une rupture radicale avec le modèle de développement industriel des deux derniers siècles. Ainsi, le capitalisme connaîtra une inflexion majeure dans sa trajectoire industrialiste, en rien comparable avec un problème d'action collective ou de gouvernance environnementale.

Afin d'approfondir notre idée de méta-gouvernance climatique, il nous a semblé intéressant de mieux comprendre les discours et les imaginaires associés à la crise climatique. C'est ce que nous offre Ferenc Fodor, grâce à une analyse tout d'abord des discours médiatiques qui témoignent d'une prise de conscience des dangers liés au CC. Il rappelle que la fiction montre que le CC est une préoccupation ancienne de l'homme et qu'il est vécu comme une fatalité, un avertissement ou une punition de Dieu depuis longtemps. Son analyse des discours médiatiques révèle une prise de conscience réelle dans les populations des dangers liés au changement climatique. La responsabilité des activités humaines comme cause du CC est également admise et alors qu'on s'intéresse de plus en plus aux solutions et aux aspects économiques plutôt qu'aux causes. Puis, l'influence directe des activités industrielles de l'homme dans le CC est mise en avant depuis quelques décennies. L'une des solutions pour lutter contre le CC et éviter une société de privation est la réduction de nos consommations, ce qui demande dans l'imaginaire la mise en place progressive d'un nouveau paradigme de développement. L'élaboration d'une nouvelle éthique du futur, une éthique environnementale et intergénérationnelle, serait nécessaire pour y arriver.

Le dernier chapitre, de Stéphane La Branche, présente une exploration conceptuelle des notions de gouvernances climatique et énergétique et de

développement durable et participatif (DDP), telles que conçues par les grands rapports des institutions internationales et la littérature issues des sciences sociales abordant cette problématique. Face aux efforts à conjuguer gouvernances climatique et énergétique et DDP, il soulève le problème des tensions et des incompatibilités entre ces efforts et la démocratie participative, une « idéologie » pourtant inscrite au cœur des Objectifs de Développement du Millénaire de l'ONU, et adoptée par le GIEC, l'Union européenne, les États et les ONG. La question est la suivante : et si les tensions entre ces trois types de gouvernance ralentissaient ou même, bloquaient les efforts à réduire les gaz à effets de serre et à améliorer la sobriété énergétique ? Alors, c'est le paradigme du DDP lui-même qui serait remis en question. En prenant quelques exemples de tensions et de contradictions, il développe son argument en explorant notre dépendance civilisationnelle au sentier carboné qui structure les efforts de gouvernance climatique et énergétique. Si, selon Abbas, les objectifs à atteindre sont tels qu'il faudra sortir du capitalisme, ne faut-il pas poser la question de l'impact des efforts à sortir du sentier carboné sur notre système politique ? Quel est, et peut être, le rôle de la démocratie ?

Les nombreuses questions soulevées par le biais de cet ouvrage sont fondamentales, à l'image du défi climatique. En effet, la grande révolution humaine du néolithique et ensuite, celle de la sédentarisation agricole, se sont faites « d'elles-mêmes ». Aujourd'hui, pour la première fois de l'histoire de l'humanité, nous tentons de relever un défi inconnu, à la fois global et individuel, de manière consciente et organisée (du mieux possible, du moins). Ceci, en soi, pose problème puisque nous ne l'avons jamais fait : nous n'avons pas l'expérience d'un tel effort universel de coordination et de mise en forme et en action de synergies. Le problème n'est pas seulement global mais il est aussi *total*, dans le sens qu'il interpelle toutes les dimensions de l'activité humaine.

De manière transversale, mais en sourdine, ce collectif pose une autre hypothèse, plus large encore : la gouvernance climatique et énergétique provoquant l'émergence d'une méta-gouvernance n'amènerait-elle pas également, presque par nécessité, la naissance d'une nouvelle forme de pensée, écosystémique ? Nous y revenons dans la conclusion générale, mais les chapitres, chacun à leur manière, tendent à mettre de l'avant certains aspects de cette hypothèse.

Références bibliographiques

- Beck U. (2001). *La société du risque*, Paris, PUF.
- Braithwaite J. et Williams R. (2001). *Meta risk management and Tax system integrity - Centre for Tax System Integrity*. Research School of Social Sciences, Australian National University, 22 p.
- Callon M. (1986). Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles St-Jacques dans la baie de St-Brieuc. *L'Année sociologique*, 36, p. 169-205.
- Chaumel M. et La Branche S. (2008). Inégalités écologiques : vers quelle définition ? *Espaces, populations et sociétés*, n° 1.
- Creutin J.D., Borga M., Lutoff C., Scolobig A., Ruin I., Creton-Cazanave L. (2009). Catchment dynamics and social response during

flash floods: The potential of radar rainfall monitoring for warning procedures. *Meteorological Applications*.

La Branche S. (2008). La gouvernance climatique et énergétique face à la dépendance au sentier. Recension et étude de prospectives. Étude menée pour EDF.

Olivier L. (2005). *Le savoir vain. Relativisme et désespérance politique*. Liber.

Ruin I., Creutin J.D., Anquetin S. and Lutoff C. (2008). Human exposure to flash-floods – relation between flood parameters and human vulnerability during a storm of September 2002 in Southern France. *Journal of Hydrology*, 361(1-2), p. 199-213.

